Anarcho-syndicalisme

«Sans organisation, une force élémentaire n’est pas une puissance réelle», disait Bakounine. La question n’est pas, ajoutait-il, de savoir si les travailleurs «peuvent» se soulever, mais s’ils sont capables de construire «une organisation qui leur donne les moyens d’arriver à une fin victorieuse – non pas à une victoire fortuite mais à un triomphe prolongé et dernier.»

Le problème clairement posé, nous laisserons les interrogations sur le thème: «Faut-il ou non s’organiser?», aux cercles de dissertateurs patentés.

> *«Quoi qu’on en dise, le système actuellement dominant est fort, non par son Idée et sa force morale intrinsèque, qui sont nulles, mais, par toute l’organisation mécanique, bureaucratique, militaire et policière de l’État, par la science et la richesse des classes qui ont intérêt à le soutenir.» (Bakounine.)*

L’organisation bureaucratique, militaire et policière de l’État, le prolétariat ne peut pas la combattre s’il n’est pas lui-même organisé.

1. La concurrence

En régime capitaliste, la force de travail du prolétaire est une marchandise comme une autre qui subit les fluctuations de l’offre et de la demande, qui subit les lois de la concurrence. La concurrence qui oppose les travailleurs entre eux face à l’emploi est l’arme la plus efficace de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Le salariat implique un «libre» accord entre le salarié et son employeur: le patron détermine le prix qu’il est disposé à payer pour la force de travail de l’ouvrier, l’ouvrier est

«libre» d'accepter ou de refuser. La concurrence des travailleurs se concrétise par le fait que l'employeur embauchera l'ouvrier disposé à accepter le salaire le plus bas.

Les premières formes d'organisation de la classe ouvrière visaient à lutter contre cette concurrence en unissant le plus grand nombre de travailleurs possible afin de briser leur isolement face au patron. Organisés, ils décident de ne plus vendre leur force de travail au-dessous d'un certain prix.

L'arme principale des travailleurs dans cette lutte, c'est la grève.

> *«Qui sait ce que chaque simple grève représente pour les travailleurs de souffrance, de sacrifices? Mais les grèves sont nécessaires; elles sont nécessaires à ce point que sans elles il serait impossible de soulever les masses pour un combat social, il serait même impossible de les organiser. La grève, c'est la guerre, et les masses populaires ne s'organisent que pendant cette guerre et grâce à elle, car elle jette l'ouvrier hors de son isolement, hors de la monotonie de son existence sans but, sans joie, sans espoir…» (Bakounine.)*

Aujourd'hui, toute prise de position sur le syndicalisme doit partir de faits objectifs et non de vœux pieux. Or le seul critère objectif pour déterminer si le mouvement syndical joue encore un rôle positif est de savoir si malgré sa dégénérescence actuelle, il continue dans les faits à créer un obstacle à la concurrence des salariés face à l'emploi, s'il continue à limiter l'isolement face à l'employeur.

Incontestablement, les syndicats continuent à assurer, tant bien que mal, ce rôle. Cela ne tient pas à l'idéalisme, à la générosité d'âme des bureaucraties syndicales, mais aux limites au-delà desquelles elles ne peuvent aller si elles veulent préserver leurs positions.

Il est facile d'opposer les «mauvais bureaucrates réformistes» aux «bons travailleurs», les syndicats aux ouvriers. C'est une position intellectuellement confortable. Mais les liquidateurs du mouvement syndical qui théorisent en même temps l'impossibilité de toute organisation permanente du prolétariat, ramèneraient le mouvement ouvrier un siècle en arrière, ressuscitant la concurrence, l'isolement des travailleurs, dispersant les forces ouvrières en une multitude de comités plus ou moins autonomes face à un patronat organisé et hautement centralisé. C'est, sous un verbiage révolutionnaire, une des positions les plus réactionnaires qu'on puisse imaginer.

2. Le plus bas niveau…

Cela ne nous empêche pas de constater que le mouvement syndical aujourd'hui se trouve à un niveau de mobilisation, de combativité de plus en plus faible, de plus en plus soumis à l'opportunisme électoral. Le réformisme syndical a conduit le mouvement ouvrier à une démobilisation générale, à une passivité que seules des grèves sauvages ou isolées, toujours soigneusement canalisées, viennent contredire.

L'anarcho-syndicalisme s'est toujours opposé à cette passivité.

Mais pour trouver une nouvelle voie, il ne suffit pas d'agir, il faut comprendre la signification de cet état de faits et ses implications pratiques.

Dans un compte rend u du XXXVIIIe congrès de la C.G.T. paru dans la *Révolution prolétarienne* de mai 1972, l'auteur explique ce qui se trouve derrière la proclamation de la direction confédérale de vouloir faire un syndicalisme «de classe, de masse et démocratique»:

«Être "de classe" signifie reconnaître le rôle dirigeant du Parti communiste;

«Faire un syndicalisme “de masse” signifie ne développer dans le syndicalisme que son aspect revendicatif et abaisser son niveau de propagande et de recrutement à la plus petite conscience de classe possible;

«Démocratique signifie division du travail: le syndicat de base s’occupe de revendications sur le lieu de travail; la fédération, de conventions collectives; la confédération, de la politique confédérale.»

Cette constatation traduit parfaitement le modèle social-démocrate du syndicalisme, actuellement dominant en France. C’est cette position que nous combattons en tentant de créer une dynamique révolutionnaire nouvelle dans le syndicat.

On constate que progressivement le recrutement et la propagande des confédérations syndicales s’alignent sur ceux des partis signataires du Programme commun: c’est-à-dire qu’ils font appel au sentiment des «petits» lésés par les «gros», et non à des critères de classe, à des réflexes de classe chez les travailleurs.

C’est que, lorsqu’on veut recruter dans les franges intermédiaires de la population, les classes moyennes, on est obligé d’abandonner les thèmes axés sur les critères de classe en faveur de thèmes plus généraux...

Cela se vérifie en particulier dans l’ampleur du travail de la C.G.T. à s’implanter chez les cadres. Depuis plusieurs années. parallèlement à l’ouverture du P.C. vers les classes moyennes, l’approche vers les cadres des services publics et du secteur privé est en première place dans les objectifs de la C.G.T.

Pratiquement, cela amène la C.G.T. à défendre, non seulement chez les cadres, mais dans la classe ouvrière elle-même, des thèmes anti-prolétariens: hiérarchie des fonctions, éventail des salaires, augmentations en pourcentages, etc. Bref, la défense de la «spécificité» des fonctions dirigeantes et du caractère intouchable de leurs privilèges. On est loin du

syndicat «groupement de classe dans son sens le plus pur» dont parlait Pierre Besnard. L'électoralisme se paie très cher par la classe ouvrière.

3. Organiser

Pour faire face à cette situation, les travailleurs révolutionnaires doivent s'organiser et renforcer l'organisation du prolétariat.

Mais cela ne signifie pas pour nous faire une campagne de syndicalisation pour vendre des timbres et distribuer des cartes. Il ne s'agit pas de recruter des adhérents passifs mais de former des militants.

Si le syndicat est l'organisation de classe et de masse du prolétariat, nous entendons par là que c'est l'organisation de classe de la masse consciente des travailleurs. Longtemps, les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires se sont interrogés sur le problème: organisation de masse ou organisation de minorité agissante. Pendant ce temps, les staliniens investissaient la C.G.T. sans difficulté. Ils avaient, eux, trouvé une solution: l'organisation de masse dirigée par l'organisation de minorité agissante. C'est aussi simple. Les anarchistes, axant toute leur action sur l'organisation spécifique, désertaient les syndicats et les syndicalistes-révolutionnaires, accrochés à la Charte d'Amiens, et à l'apolitisme syndical, se trouvaient complètement démunis devant l'infiltration des fractions.

La classe ouvrière sera véritablement organisée, non seulement lorsqu'elle aura rejoint en masse ses structures de classe, mais aussi et surtout lorsque dans ces structures de classe elle aura atteint le plus haut niveau de conscience de classe et révolutionnaire possible.

Cela signifie que les travailleurs s'organisent sur des objectifs qui dépassent la simple revendication économique. Ce

n’est qu’en unifiant la lutte économique et la lutte politique, les luttes partielles et le combat généralisé pour l’instauration du socialisme, que l’organisation de la classe ouvrière répondra aux conditions actuelles de la lutte des classes. La division actuelle du prolétariat en organisations économiques et organisations politiques est largement dépassée par le niveau de concentration du capital aux mains de l’État qui transforme rapidement toute revendication économique contre le patron en lutte politique contre l’État.

Or, plus la division économique-politique s’avère dépassée, plus les organisations réformistes tentent de l’accentuer dans le but de présenter la solution électorale comme la seule issue, niant ainsi de plus en plus la lutte des classes.

Refuser d’engager le combat contre le stalinisme et le réformisme dans les structures de classe qu’ils contrôlent, c’est leur laisser tout loisir de continuer leur politique de subordination de la classe ouvrière à la politique de participation à l’État bourgeois.

Mais s’il s’agit de combattre la limitation de l’organisation de classe du prolétariat à la simple lutte économique, il faut également combattre l’affirmation que toute lutte revendicative conduit à soumettre le prolétariat au capital. D’un côté c’est la capitulation devant la bourgeoisie par la négation de la lutte des classes; de l’autre c’est également la capitulation par la négation de toute possibilité d’existence d’une organisation permanente de la classe ouvrière.

Rappelons cette phrase de Pierre Monatte qui, parlant de la réunification syndicale de 1936, disait que si elle avait «tourné au bénéfice des staliniens, il ne paraît pas inutile de rechercher pourquoi. Et l’on trouverait d’un côté des gens ardents en face d’autres qui se tournent les pouces ou qui plastronnent».

À ceux qui, aujourd’hui encore, se tournent les pouces et plastronnent, et théorisent leur impuissance, rappelons que la critique des bureaucraties ouvrières ne constitue pas une fin en elle-même, qu’elle a pour but de proposer une alternative concrète à l’impasse réformiste, en présentant des perspectives, des objectifs permettant de développer les luttes revendicatives, de développer les acquis matériels en les liant à une politique à long terme de lutte pour l’instauration du socialisme.

Car cela ne paraît pas évident à tous: il ne faut pas se tromper d’ennemi; l’ennemi, c’est le patronat, la bourgeoisie et son État.